fr

Press release | 05.09.2013

Notre-Dame-des-Landes

Le Parlement européen sous pression

Dans le cadre de la procédure d'enquête européenne sur le projet d'aéroport du Grand Ouest, la Conférence des Présidents du Parlement européen a reporté l'envoi d'une mission parlementaire à Notre-Dame-Des-Landes et Paris demandée par les parlementaires de la Commission des Pétitions.

Sandrine Bélier, députée européenne, réagit à cette décision injustifiée alors que les résultats de l'enquête de la Commission européenne doivent être présentés au Parlement européen le 17 septembre.

Pour **Sandrine Bélier**, députée européenne des Verts/ALE, en charge du dossier :

« Après des mois d'attente, les Présidents des groupes parlementaires devaient valider la demande de la Commission des Pétitions, au sein de laquelle je siège, d'envoyer une délégation sur le terrain. Pure formalité administrative transformée en décision politique abusive, le veto des socialistes alliés aux conservateurs

européens vient confirmer l'acharnement à vouloir bloquer toute investigation européenne sur le projet. Cette décision est injustifiable alors que la Commission des Pétitions mène de concert avec la Commission européenne une enquête afin de s'assurer que ce projet ne contrevienne pas au droit de l'Union européenne. »

L'eurodéputée ajoute : *« La visite devait faire suite à la nouvelle audition qui aura lieu au Parlement européen le 17 septembre. Cette réunion sera consacrée à la présentation des conclusions de la Commission européenne par son Directeur Général à l'Environnement en présence des pétitionnaires et de l'État français. Elle se prononce sur toutes les infractions au droit européen qui ont été soulevées. Face aux lacunes et imprécisions juridiques des réponses successives de l'État français, il me paraît certain que la Commission européenne conclue à l'infraction par le projet de plusieurs directives et règlements européens. »*

Sandrine Bélier conclut :

« Les freins et pressions qui pèsent sur l'enquête menée par les élus européens témoignent d'un profond irrespect pour les principes de transparence et de représentativité des élus européens et porte atteinte à l'image du Parlement européen. Aux côtés des associations et des citoyens mobilisés, les écologistes européens restent mobilisés afin que les autorités françaises n'interfèrent pas dans l'enquête européenne et admettent que ce grand projet inutile doit être abandonné. »

Recommended

Press release

karsten-wurth-unsplash



[Court upholds EU climate rules - EU must now show lead…]

12.11.2026

Opinion

© Christian Kaufmann



Healthy food starts with healthy farming. Europe must …

04.11.2026

Press release

sebastian-johann



Commission launching an attack against nature

04.11.2026

Press release

@gettysignature



[U-turn by Conservatives and Social Democrats Puts Jobs…]

04.11.2026

Please share

- E-Mail